



L'école haut-alpine

Imprimé au siège de la section
CPP N° 0210 S 05506
Directeur de la publication :
Geoffroy CHEVALIER
Tél. : 04 92 53 45 28
Fax : 04 92 53 78 84
ISSN 1266-6548
Mensuel - Prix au N° 0,76 €

Sommaire

Edito	p. 1
Action inspection	p. 2
Manifestation nationale	p. 3

Dispensé de timbrage

GAP C.T.C.

L'École Haut-Alpine

Bourse du Travail - Place Grenette
BP 42
05002 Gap Cedex
<http://05.snuipp.fr/>



Déposé le vendredi 05 janvier 2007

**Le SNUipp vous
souhaite une bonne et
heureuse année 2007 !**

**Manifestation nationale
Tous à Paris
le 20 janvier !**

Toutes les modalités dans
les prochains jours par
mail, Internet et bulletin.

Pages 2, 3 et 4

**Action :
« Accompagnement des équipes
d'écoles »**

**On continue...
Signez la pétition
Rendez-vous le 17 janvier devant l'inspection
académique**

« Le risque en vaut la chandelle... » Page 2

Retrouvez toutes les modalités d'action sur le site du
SNUipp 05

Edito

Écoles, collèges,
lycées,...

Nous serons tous ensemble dans la
rue le 20 janvier, pour dire notre re-
fus de la politique éducative et bud-
gétaire du gouvernement, notre vo-
lonté de voir reconnaître et respecter
notre métier.

Après la grève du 28 septembre, le
rassemblement pour la direction et le
fonctionnement de l'école de 1000
délégués à Paris le 22 novembre, les
multiples initiatives, grèves dans les
départements, cette manifestation
fera converger les revendications qui
s'expriment.

Mois après mois, mesure après me-
sure, on assiste à une dégradation
du système éducatif : dans le second
degré (suppression de postes, décret
de 50 et allongement du temps de
travail, bivalence contestée), comme dans le premier degré
(direction, remplacement, formation, budget, lecture, autori-
tarisme,...).

Le **20 janvier**, ce sera la même volonté d'avoir les moyens
de transformer l'école pour la réussite des élèves, de tous
les élèves, qui sera portée par les manifestants.

C'est bien le moment d'y aller, ENSEMBLE !

**Les collègues souhaitant participer à cette journée
doivent prendre contact avec le SNUipp 05
très rapidement.**

Le risque en vaut la chandelle...

L'action sur l'inspection a pris une dimension résolument plus offensive le 13 décembre. En décidant de mettre en œuvre, si besoin est, la procédure de refus d'inspection, nous avons franchi une étape qui concrétise la forte détermination des collègues.

Encore une fois nous souhaitons ici rappeler que ce mode d'action n'est pas une fin en soi mais l'unique moyen que nous avons trouvé, après avoir utilisé tous les modes d'action traditionnels, pour revendiquer une ouverture des négociations comme le demande la pétition.

Nous ne reviendrons pas sur la genèse de cette décision que tout le monde connaît mais il est néanmoins utile de redire que nous ne refusons pas, par principe, le contrôle qui est un élément de notre statut de fonctionnaire. Redisons également que l'accompagnement d'équipes d'écoles constitue une entrée originale vers la transformation de l'école : donner la possibilité de faire évoluer les pratiques pédagogiques, faciliter les regards croisés, avoir une vision globale de son école et des élèves, faciliter le travail en équipes... tout cela exige que la visite de l'inspecteur se passe dans un climat serein où les IEN et les équipes de circonscription peuvent pleinement jouer leur rôle de formateur. La sanction de la note, qu'on le veuille ou non, n'est pas compatible avec cet état d'esprit.

Alors, plutôt que de la passer aux oubliettes, que risquait l'administration à évaluer sereinement le dispositif ?

Certains pourront critiquer le fait que le SNUipp s'est engagé dans ce mode d'action assez inédit.

Le « risque » en vaut-il la chandelle ?

Aujourd'hui encore nous pensons sincèrement que la grande majorité des collègues est favorable à l'accompagnement d'équipes d'école. Le résultat des deux dernières élections professionnelles, la syndicalisation en hausse, les 400 signatures de la pétition du printemps, le rassemblement important devant l'IA... sont des indicateurs incontestables de cet attachement.

Une fois le couperet du retour à l'inspection traditionnelle tombé, certains parmi les collègues, ont choisi la voie individuelle allant même jusqu'à demander l'inspection, d'autres se sont résignés. Nous comprenons que tout cela interpelle et peut déstabiliser les collègues.

En revanche, d'autres ont choisi de poursuivre la lutte parce qu'au-delà de l'inspection c'est toute une conception de l'école et de notre métier qui est en jeu. Il ne s'agit pas de culpabiliser et d'opposer les collègues entre ceux qui signent la lettre et ceux qui ne la signent pas. On n'a pas tous le même vécu, le même niveau d'engagement, on n'a pas tous les mêmes motivations, on n'est pas tous enclin à participer à des actions syndicales fortes... Cependant au SNUipp, nous pensons que cette démarche est la suite logique du combat que nous avons mené depuis 6 ans pour la mise en place et pour la réussite de l'accompagnement. Aussi, nous considérons qu'il est de notre devoir d'être avec les collègues qui s'engagent.

Dans ce cadre, même si nous n'avons pas à en juger les raisons, nous regrettons amèrement l'annonce de nos camarades du SGEN-CFDT, (quel beau cadeau de Noël !), de quitter le navire de l'action. Depuis le début, nous avons fait le choix de l'unité, nous l'avons même portée à bout de

bras. Nous laissons les collègues juger de la façon dont l'unité a été rompue. En tout état de cause, avec ou sans le SGEN, nous prenons nos responsabilités.

Nous appelons les collègues qui ne l'ont pas encore fait à nous rejoindre dans ce combat hautement symbolique en signant la pétition et la lettre individuelle. Au total, près de 120 collègues ont fait le choix, et pris le risque, de montrer par là même leur volonté d'aboutir.

120 enseignants sur 750 qui refusent l'inspection dans un département, c'est du jamais vu et cela montre qu'il y a incontestablement un problème. L'Inspecteur d'Académie ne peut pas l'ignorer et faire comme si tout allait bien dans son département.

Il est dommage que nous soyons contraints d'en arriver là pour obtenir que le dialogue social fonctionne normalement. Mais, nous croyons sincèrement que nous pouvons y parvenir car tout un faisceau d'indications laisse penser que l'inspection traditionnelle et la note ne sont plus considérées comme la panacée, même en haut lieu.

Pour toutes ces raisons, le moment est venu de « mettre le paquet » et de convaincre d'autres collègues qui hésitent encore à s'engager. Si nous sommes plus nombreux cela donnera encore plus de force à notre action. Le risque en vaut vraiment la chandelle.

Puisque l'heure est aux résolutions, soyez nombreux à prendre celle de l'action et de la solidarité.

Signez la lettre et la pétition. Rendez-vous le 17 janvier.

Bernard Hodoul

Manifestation nationale Tous à Paris le 20 janvier !

Vous souhaitez participer à la manifestation :

- **en allant à Paris le samedi 20 janvier**, contactez la section départementale rapidement (cette semaine) pour que l'on puisse organiser le voyage dans les plus brefs délais (nous n'avons que 15 jours) ;
- **en faisant un don** (chèque libellé à l'ordre du SNUipp 05).

La réussite de cette action est primordiale, le SNUipp 05 a pour objectif d'envoyer 15 enseignants du premier degré à Paris ! N'attendez pas !

Manifestation nationale : les raisons de la colère

Pression sur le remplacement

La modification des modalités de versement de l'ISSR entraîne des pertes sèches pouvant aller jusqu'à un tiers de l'indemnité alors que le prix de l'essence a flambé. Mises en place en 1989, celles-ci avaient contribué à améliorer non seulement la situation des titulaires remplaçants mais plus généralement, l'organisation du remplacement dans le premier degré.

Alors que la sujétion spéciale était une reconnaissance de la difficulté de la mission de remplacement, cette remise en cause est inacceptable !

Frais de déplacement : le compte n'est pas bon !

Alors que les missions des personnels utilisant leur véhicule pour les besoins du service ne cessent de croître, occasionnant de nombreuses interventions, les crédits alloués aux remboursements des frais de déplacement ne cessent de se réduire. **Le SNUipp demande que les personnels soient défrayés sur la base de leurs frais réels et non sur la base d'enveloppes kilométriques qui ne correspondent plus aux besoins du terrain.**

Par ailleurs, il est urgent qu'une indemnisation correcte des personnels affectés sur plusieurs écoles soit assurée.

Une formation initiale et continue en peau de chagrin

Surcharge de travail, validation, prise de fonction, articulation avec l'IUFM, ... des difficultés évidentes apparaissent liées à la précipitation et à la mise en œuvre du stage filé. Des manifestations de colère et mouvements de grèves ont eu lieu, le dernier en date à l'IUFM de Bordeaux a mobilisé plus d'un PE2 sur 2 !

Par ailleurs, la dernière réforme des IUFM est aussi une occasion manquée de voir s'améliorer la formation et de fixer pour les générations futures un haut niveau de compétence.

Enfin, une formation continue digne de ce nom disparaît au fil des trimestres dans les départements. **Réduire les moyens consacrés à la formation continue, c'est refuser de conduire les enseignants vers les leviers de la réussite des élèves.**

Direction et fonctionnement de l'école : du temps et des moyens ! Pas de sanctions !

A cette rentrée, la situation faite aux directrices et directeurs d'école s'est complexifiée. Les tâches se sont même alourdies. Contrairement à ce qu'affirme le ministère avec son protocole, tout cela pèse sur l'ensemble du fonctionnement de l'école.

L'action revendicative du blocage administratif, poursuivie dans de nombreuses écoles, pose des problèmes à l'administration. La seule réponse est aujourd'hui des sanctions pour « service non fait ». Drôle de conception du dialogue social.

C'est insupportable et injuste pour des enseignants qui ne comptent pas leur investissement et leur engagement pour la réussite des élèves.

Le SNUipp et le SGEN jugent pour leur part inacceptable le recours à de tels procédés.

Aujourd'hui, le ministre ouvre une négociation sur la base de projets qui ne correspondent pas aux besoins des écoles sur la direction et le fonctionnement. Pour eux, la levée des sanctions est un préalable.

Aucune solution ne pourra éluder la question du temps et des réels moyens accordés à la direction et au fonctionnement de l'école.



Carte scolaire

Sur fond de restriction budgétaire annoncée pour 2007, le système éducatif est menacé et fragilisé. Le ministère prévoit lui-même pour la rentrée prochaine une hausse des effectifs de plus de 46 400 élèves.

La carte scolaire qui se profile laisse donc entrevoir sur le terrain des mesures incompatibles avec les réels besoins des équipes enseignantes.

Maternelle

Alors que nous savons tous que l'école maternelle est un facteur essentiel de la réussite scolaire des élèves, elle subit de nombreuses attaques : effectifs par classe en augmentation, recul de la scolarisation des enfants de 2-3 ans : de 36 % d'enfants de deux ans en 1990, nous sommes passés à environ 29 % aujourd'hui...

L'amélioration des conditions de scolarisation des élèves de maternelle est une urgence.

Enseigner, c'est construire et non subir...

Comment ne pas voir que derrière les gesticulations sur la lecture, la grammaire, les recettes d'autrefois, derrière les menaces, les sanctions, se profile une certaine conception de l'école ? L'enseignant devrait appliquer sans réfléchir, se conformer à la règle, celle du ministre, bien sûr..

Le ministre veut passer pour celui qui aura su réformer. Il n'aura pas vu, hélas, dans son passage au ministère de l'éducation nationale, que sans liberté, il n'y a pas de progrès. Non, il n'aura pas su réformer. Il aura simplement déformé la mission qui nous est confiée.

Peu importe que notre métier exige de la distance, de la mesure, de l'esprit critique ; qu'il n'est rien sans cette capacité à innover nous permettant de trouver les solutions les plus adaptées à la difficulté des élèves.

C'est bien le cœur de notre métier qui est touché. Mais ce déni s'accompagne également d'une négation de l'élève et de sa diversité.

Peu importe que les élèves ne soient pas identiques, qu'il existe en chacun d'eux une part irréductible de sensibilité, d'individualité qui rend illusoire tout recours à une méthode miracle.

L'autoritarisme ne fait pas autorité en matière d'enseignement !

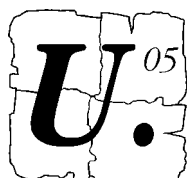


Scolarisation des élèves en situation de handicap

Plus de 105 000 élèves en situation de handicap sont actuellement scolarisés dans les écoles. Dans de nombreux cas, les enseignants sont confrontés à des situations très difficiles : isolement, absence d'AVS, de formation, de personnels spécialisés, de services de soins et de soutien, manque d'interlocuteurs, non prise en compte des effectifs des classes ...

Pour éviter la désillusion et le découragement, le **SNUipp exige avec les associations les moyens et les actions d'information et de sensibilisation** (la création de véritables emplois statutaires nécessaires à l'intégration, la formation, l'accompagnement des enseignants...).

Le 20 janvier 2007, il faudra porter haut et fort toutes ces exigences, pour les personnels, pour le respect et la dignité de notre métier, pour que ce ministère mène une véritable politique de l'emploi et des carrières.



Il n'est jamais trop tard, syndiquez-vous !

Ce bulletin vous a été adressé grâce au fichier informatique du SNUipp 05. Droit d'accès en vous adressant à la section.